

Catalogne- "Les indépendantistes espèrent profiter de la dynamique de l'Ecosse"

Propos recueillis par [Catherine Gouëset](#),

Des centaines de milliers de Catalans ont manifesté jeudi à Barcelone pour réclamer un vote sur l'indépendance, à l'image de celui de l'Ecosse dans une semaine. Cyril Trépier, spécialiste de la Catalogne, décrypte les analogies et les distinctions entre les deux mouvements.

Galvanisés par la forte progression du camp indépendantiste en [Ecosse](#), les partisans de l'indépendance de la [Catalogne](#) sont [descendus en force dans la rue à l'occasion de la Diada](#), la "journée nationale" de Catalogne, jeudi. Ils réclament eux aussi la tenue d'un référendum, refusé par Madrid. Qu'est-ce qui distingue les aspirations des Catalans de celles des Ecossais. La crise économique a-t-elle pesé dans l'essor des aspirations indépendantistes? L'analyse de Cyril Trépier, chercheur à l'Institut Français de Géopolitique de Paris 8.

Qu'est-ce qui distingue la dynamique écossaise de celle de la Catalogne?

D'abord, au sud des Pyrénées, l'idée indépendantiste n'est pas, comme en Ecosse, celle d'un seul parti, le Scottish national Party (SNP).

Ensuite, le SNP, au cours de sa campagne électorale, a moins insisté sur la quête d'indépendance en soi, que [sur son engagement à mener une politique économique de centre gauche](#), moins libérale que celle conduite par Londres (notamment pour la santé et l'éducation). Au pouvoir depuis plusieurs années, le parti d'Alex Salmond a par ailleurs montré sa capacité à gouverner et donné ainsi crédibilité à son projet indépendantiste aux yeux de la population. En Catalogne, l'affaire est plus compliquée puisque chacun des partis favorables à l'indépendance campe sur des positions économiques et politiques distinctes.

Qui sont les partisans de l'indépendance en Catalogne?

Le combat pour l'indépendance est soutenu par quatre partis: Convergencia i Unio, la fédération de centre droit au pouvoir depuis fin 2010 ; CiU gouverne seul mais avec le soutien d'ERC (Esquerra Republicana) une formation de centre gauche qui a fait de l'indépendance sa priorité ; S'ajoutent aux partisans de l'indépendance la CUP (Candidature d'unité populaire, extrême gauche); et des écolo-communistes d'ICV (Initiative pour la Catalogne-Verts).

La branche catalane du parti populaire -au pouvoir à Madrid-, le PPC, et le Parti des socialistes de Catalogne (PSC) sont contre.

Fort de sa position de deuxième parti de la région depuis l'effondrement du PSC en 2012, ERC fait pression sur le gouvernement autonome d'Artur Mas, veillant à ce qu'il ne perde pas de vue l'objectif de l'indépendance. Trublion de la vie politique catalane, ERC connaît une grande instabilité électorale : après une percée en 2003, il est entré au gouvernement aux côtés des socialistes, et l'a payé par un recul électoral en 2008. Son retour dans l'opposition lui a permis de retrouver le bénéfice de la posture tribunicienne. ERC est passé en tête aux élections européennes de mai dernier. Ce qui lui permet aujourd'hui de forcer la main de CiU sur la question de l'indépendance.

Au delà des partis politiques, l'idée de l'indépendance est largement répandue dans la population et très activement défendue par plusieurs associations, dont l'Assemblée nationale catalane (ANC), organisatrice des Diadas depuis 2012.

Quelles sont les raisons succès des mobilisations indépendantistes depuis cette date?

Le mouvement a obtenu une forte visibilité depuis la *Diada* du 11 septembre 2012, mais l'idée est plus ancienne et sa progression a connu plusieurs paliers. D'abord lorsque les frontières de l'Europe ont été redessinées après la chute du mur de Berlin -indépendance des Pays baltes, divorce de

velours des Tchèques et des Slovaques. Plus récemment, l'arrêt défavorable du Tribunal Constitutionnel espagnol sur le statut d'autonomie de la Catalogne a renforcé la défiance d'une frange de l'opinion.

La crise économique a-t-elle aussi pesé dans la radicalisation en faveur de l'indépendance?

Oui, mais l'interaction entre la situation économique et la poussée nationaliste a joué dans les deux sens. La crise a renforcé les aspirations indépendantistes. La pilule de l'austérité prescrite par Madrid aurait été moins amère si la Catalogne avait pu faire ses propres choix économiques, arguent les indépendantistes. Pour tous les Catalans qui ne savent pas de quoi demain sera fait -à l'instar d'un grand nombre de citoyens du reste de l'Espagne-, l'idée que leur sort aurait été plus enviable dans une Catalogne indépendante a fini par germer.

Dans le même temps, le martellement du discours nationaliste, y compris dans les écoles, a servi à étouffer tout autre thème de conversation. Désormais, pour beaucoup, l'idée d'une Catalogne indépendante ne paraît pas plus absurde qu'une autre face aux incertitudes de l'avenir.

Londres a réagi à la progression du camp indépendantiste en promettant des pouvoirs accrus à l'Ecosse. Qu'en est-il à Madrid ?

La Catalogne jouit en l'état actuel de plus d'autonomie que l'Ecosse -mais moins que les länders allemands. Barcelone ne bénéficie pas de l'autonomie fiscale accordée par la constitution de 1978 aux provinces du Pays basque et à la Navarre, qui prélèvent elles-même les impôts de leurs administrés. Plus peuplée que ces deux communautés, la Catalogne [7,5 millions d'habitants contre 2,7 pour le Pays basque et la Navarre], produit un cinquième de la richesse nationale, reçoit comme les autres communautés autonomes 50% des impôts payés sur son territoire. Les indépendantistes catalans dénoncent la différence entre la contribution de leur région aux recettes publiques du pays et les sommes qui leur sont reversées. Mais pour le moment, Madrid est farouchement hostile à toute cession de pouvoir supplémentaire à Barcelone.

Après la manifestation de ce jeudi, le bras de fer autour de la consultation prévue le 9 novembre en Catalogne va aussi dépendre du résultat du référendum en Ecosse?

Bien sûr. Mais les dirigeants catalans sont très prudents ; ils examinent simultanément plusieurs options, la consultation, bien sûr, mais également des élections plébiscitaires. Contrairement à Londres qui a accepté le principe du référendum écossais, Madrid oppose une fin de non recevoir à la Catalogne. Artur Mas préférerait rester dans un cadre légal et ne pas s'aliéner les modérés au sein de son parti et de l'opinion. Mais il doit faire avec la pression des radicaux qui poussent dans le sens d'une déclaration unilatérale d'indépendance, à la manière de ce qu'ont fait les Kosovars en 2008. Le résultat du vote en Ecosse le 18 septembre pèsera certainement en faveur d'une option ou de l'autre